

TRIPARTITE

Ouyahia-Hamiani, la guerre des mots

L'intervention du président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Rédha Hamiani, a constitué le fait marquant de la séance inaugurale des travaux du sommet de la tripartite, consacrée à la question économique. Pour sa première participation à ce genre de rencontres, le FCE, par la voix de son président, a sorti la grande artillerie. Il a qualifié les résultats nés des actions entreprises par le gouvernement de «mitigés, pour ne pas dire médiocres».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est une entrée qualifiée de tonitruante, celle dont s'est distingué le président du Forum des chefs d'entreprises. Voulant sans aucun doute marquer sa présence, mais surtout sa «différence» vis-à-vis des autres organisations patronales présentes à cette rencontre, signataires du pacte économique et social, M. Rédha Hamiani a usé d'un ton critique à l'endroit du Premier ministre.

A l'adresse de ce dernier, il dira : «Toutes les actions que vous avez entreprises n'ont pas donné les résultats escomptés.» Le président du Forum des chefs d'entreprises cite «le marché informel», l'instauration du «crédit documentaire», les «blocages administratifs et bancaires» ou encore «l'absence de dialogue» entre les partenaires économiques.

En somme, pour l'ex-ministre de la PME-PMI dans le gouvernement Belaïd Abdeslem, «l'Algérie n'a pas fait le bon diagnostic pour faire face au troisième millénaire», ou encore «l'économie algérienne n'est pas préparée pour faire face à cette ouverture économique».



Photo : Samir Sid

M. Rédha Hamiani a axé sa «plaidoirie» autour de quatre principales revendications. Il s'agit de «la libération effective des initiatives des entrepreneurs nationaux, la non-discrimination des entreprises nationales, qu'elles soient de statut privé ou public, la stabilisation du cadre législatif et réglementaire régissant le fonctionnement de l'économie nationale» et «la mise sur pied d'un mécanisme de dialogue pérenne entre représentants des administrations économiques et représentants des entreprises».

Les mises au point d'Ouyahia

Les propos du patron du FCE n'ont pas laissé indifférent le premier responsable de l'Exécutif. Ahmed Ouyahia, qui a suivi de bout en bout l'intervention de M. Hamiani, a affiché un calme total. Mieux, il a tenu à prendre note de certains des passages de l'intervention du président du FCE, signifiant implicitement à son vis-à-vis que la réponse sera assurée.

Ainsi, avant que les représentants de l'UNEP et des SGP ne

prennent la parole, le Premier ministre monte au créneau et arrache la parole «pour faire des mises au point publiques». Une intervention qui a duré près de cinq minutes, lors desquelles le chef de l'Exécutif a clarifié certaines questions soulevées par les différents responsables d'organisations, dont le président du Forum des chefs d'entreprises.

Ce dernier avait quitté la salle de réunions (il était en discussion avec des journalistes), lorsque Ahmed Ouyahia a signifié aux présents : «Nous sommes dans un Etat de droit et aucune ségrégation n'a été faite entre entreprises publiques et privées.» Une première mise au point annonciatrice d'une véritable réplique destinée essentiellement au président du Forum des chefs d'entreprises. La montée au créneau du Premier ministre est caractérisée par ailleurs par sa dénonciation en public de «ceux qui achètent la route pour faire fuir les containers», tout en rappelant que «le marché informel n'est pas le principal adversaire des pouvoirs publics» ou encore «le gouvernement, contrairement à ce que

l'on dit, a stabilisé le cadre juridique de son économie».

En somme, les mises au point faites par le Premier ministre étaient précédées par des propos que l'intéressé avait soutenus lors de son allocution à l'ouverture du sommet. Ouyahia dira que «le gouvernement n'est pas emmuré dans une attitude triomphaliste». Selon lui, «il y a des choses qui marchent sur le plan économique et nous le disons, il y a aussi des choses qui restent encore à corriger et nous le reconnaissons pour les améliorer».

Relance du crédit à la consommation

Cela dit, lors de la séance inaugurale, les présidents des organisations patronales de la CAP, de la CNPA, de la CGEOA, de SEVE, de la CIPA ont exprimé leurs doléances en plaidant «pour un meilleur environnement de l'entreprise». Ainsi, la Confédération algérienne du patronat (CAP) a prôné cinq propositions «à même de contribuer aux débats permettant de mobiliser tous les efforts en prévision du

défi à relever», alors que les présidents de la CIPA et de la CNPA ont appelé à «l'amélioration de l'environnement de l'entreprise». «Une revendication légitime aussi bien des opérateurs économiques nationaux que de nos partenaires étrangers. C'est donc un problème qu'il n'est pas possible ni d'occulter ni d'ignorer», a déclaré M. Naït Abdelaziz, président de la Confédération nationale du patronat algérien.

Pour sa part, le secrétaire général de l'UGTA, M. Abdelmadjid Sidi Saïd, a indiqué que le «principal impératif qui tend à accompagner l'entreprise est que l'emploi doit être au centre de son développement». «La réalité de l'économie mondiale nous commande plus que jamais de prendre un ensemble de mesures de nature à accentuer et à densifier l'activité économique nationale dans tous ses compartiments à travers une approche pragmatique visant le seul intérêt de l'entreprise algérienne. (...) La politique de réhabilitation de l'entreprise publique engagée par M. le président de la République et l'émergence de l'entreprise privée productrice de richesses ainsi que son accompagnement par les pouvoirs publics doivent constituer le socle de la substitution à terme d'une économie dépendant des hydrocarbures à une économie se développant au travers de la croissance des entreprises», dira le secrétaire général de l'UGTA.

C'est dans ce sens que Sidi Saïd a plaidé pour la «relance du crédit à la consommation». «Il est certain que la reprise du crédit à la consommation boostera la production nationale destinée à la large consommation», a soutenu Sidi Saïd, qui a avancé quatorze propositions visant à promouvoir et à protéger l'économie nationale.

A. B.

LA GRÈVE À ARCELORMITTAL ANNABA ENCLENCHÉE

De nouvelles propositions de la DG rejetées par le syndicat

De nouvelles propositions d'augmentation de 18% pour les années 2011 et 2012, dont 10% sans condition au 1^{er} juin 2011 avec le versement de 5% avec effet rétroactif à partir du 1^{er} janvier 2011, ont été proposées par le directeur général au partenaire social lors de d'une rencontre DG-syndicat qui a débuté hier samedi vers midi, dans le bureau du premier responsable de l'entreprise ArcelorMittal Annaba.

Les 5% rétroactifs «ne seront versés que lorsque l'entreprise sera en mesure de le faire», selon le DG, Vincent Le Gouic. Deux autres augmentations de 4% chacune en décembre 2001 et au même mois de l'année 2012, mais cette fois liées aux objectifs de la production. A l'issue de cette entrevue, le conseil syndical «a

enregistré une avancée considérable dans les propositions de la DG, mais qui restent insuffisantes», nous a déclaré le SG du syndicat, Smaïl Kouadria, précisant que «la grève se poursuit en attendant les conclusions du prochain round de négociations» programmé ce jour vers 17h30.

Le processus d'une grève générale et illimitée au sein du complexe pour des revendications relatives à des augmentations salariales a été enclenché hier samedi vers 13 heures. Une réunion a regroupé dans la matinée l'ensemble des 200 responsables des 32 sections syndicales autour des membres du bureau, présidé par le secrétaire général, Smaïl Kouadria. Après des explications sur certaines questions liées à la conduite de la grève fournies par Kouadria, la rencontre a été marquée par un débat franc au cours duquel plusieurs membres des sections syndicales ont pris la parole pour conforter toute décision prise par leurs

représentants. Avant de se séparer, les présents ont réaffirmé leur soutien au maintien du mot d'ordre de grève décidée le 25 mai courant.

Comme souhaité par les deux parties (employeur et partenaire social), et malgré un climat lourd constaté à l'intérieur de l'usine, le dialogue n'est pas pour autant rompu. Pour rappel, le syndicat avait rejeté une proposition d'augmentation des salaires de 24% étalée sur trois ans, avec 5% à partir de janvier 2011 auxquels viendront s'ajouter 3% en septembre de la même année.

En décembre 2011, la DG propose d'augmenter les travailleurs de 4%, mais elle conditionne cette augmentation aux résultats de production qu'elle fixe à 590 000 tonnes pour l'année 2011. Dans son bulletin «infos usine» n° 2, édité vendredi soir, l'employeur fait remarquer que cet objectif «est déterminé par rapport à une production réalisée entre le 1^{er} mai et

le 31 décembre 2011». Il tient compte des perturbations observées durant les 4 premiers mois de l'année 2011. L'objectif de production étant fixé en principe à 800 000 tonnes/an.

C'est sur cet objectif de production que seront calculées les augmentations de 4% pour les années 2012 et 2013, outre celles sans conditions de 2% au mois d'avril de ces deux années. Tout en estimant que cette proposition est «extrêmement favorable (...) malgré les contraintes financières extrêmes», le bulletin d'information édité par la direction de la communication d'ArcelorMittal Annaba soutient que la grève serait «extrêmement préjudiciable, voire fatale», avant de rappeler que «le processus de déclenchement de la grève est régi par des textes de loi» et que «...l'entrave à la liberté du travail est un délit».

A. Bouacha